



« C'EST DE L'ENFER DES PAUVRES QU'EST FAIT LE PARADIS DES RICHES » (VICTOR HUGO)

Vendredi dernier, le prix Nobel de la paix, sans trop se mouiller et se cantonnant à récompenser la charité, a été attribué au Programme alimentaire mondial. Du coup, cet organisme rappelait à juste titre que 9 % de la population mondiale ne mange pas à sa faim et que 135 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. En France, à cause de la crise sanitaire et de la vague des licenciements, il y a eu une forte augmentation des demandes d'aides alimentaires en 2020.

La première cause en est la perte d'emploi, en comptant également tous les CDD non renouvelés et les 151 000 postes en intérim supprimés. Les licenciements passés et à venir font prévoir un taux de chômage de 10 % d'ici la fin de l'année. Des auto-entrepreneurs, des travailleurs au noir, étudiants, retraités, et tant d'autres pendant le confinement et à sa suite, ont basculé de la précarité à la pauvreté.

L'État a jeté l'aumône : 100 euros d'aides d'urgence et des aides alimentaires aux plus démunis. Des mesures dérisoires quand on a un loyer à payer et des enfants à nourrir.

La crise sanitaire fait exploser les inégalités, les réformes gouvernementales aussi !

Avant la crise, il y avait déjà huit millions de pauvres en France du fait des nombreuses réformes menées par la droite et la gauche depuis des années. La diminution significative des allocations logement a appauvri les plus précaires, en premier lieu les mères célibataires qui ont subi une baisse de 30 % d'aides sur leur loyer. Ce sont aussi les multiples réformes cassant le droit du travail qui, en facilitant les licenciements et la précarité de l'emploi, ont laissé libre cours aux attaques patronales.

Macron, président des riches ? Non, des ultra-riches !

Les priorités des gouvernements Macron depuis le début de son quinquennat ? Appauvrir les pauvres et enrichir les riches. Avant la crise, les réformes fiscales : la suppression de l'ISF, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière, et le prélèvement forfaitaire unique, qui ne taxe les revenus du capital qu'à 30 % sans progressivité, a concentré et fait exploser le versement de dividendes (avec une hausse de 60 % dès 2018) et permis d'augmenter encore les revenus des 0,1 % les plus riches.

Depuis la crise, le gouvernement a mis des dizaines de milliards sur la table pour « sauver les entreprises », une véritable subvention aux licenciements. Auchan réalise 1,25 milliard de bénéfices sur les six premiers mois de 2020 et menace plus de 1 400 emplois sur tout le territoire. Sur le plan de relance de 100 milliards d'euros annoncé le 3 septembre, seuls 800 millions vont être investis pour aider les plus précaires.

Malgré les discours du gouvernement et des politiciens de droite comme de gauche, qui sous prétexte de crise appellent les travailleurs à tout accepter, qui peut croire que les capitalistes perfusés n'auraient plus rien pour payer les salariés ?

Premiers contacts et rassemblements entre salariés

Mais les travailleurs menacés de licenciement ou de fermeture de sites ne sont pas restés sans réagir ces dernières semaines. Dans l'aéronautique à Toulouse, à Bridgestone à Béthune ou à la raffinerie de Grandpuits, certains tentent de manifester leur refus de payer la crise par des manifestations locales ou par des prises de contact avec d'autres entreprises ou par des montées à Paris.

Le 17 octobre prochain, une manifestation est appelée à Paris par un certain nombre de structures de la CGT. La manifestation aura lieu dans le cadre d'une marche des sans-papiers, qui sont eux aussi des travailleurs menacés au premier chef par le chômage.

**Rendez-vous dans la rue le 17 octobre,
à 14 heures place de la République à Paris**

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Samedi allégé... mais lundi surchargé

À Paris 15, samedi : nous avons sorti 10 % du trafic habituel, et ce n'est pas la première fois. La direction retient le courrier et nous fait venir pour trois fois rien le samedi... pour tout nous balancer le lundi !

Ce type d'absurdité se multiplie, et pas qu'à Paris 15. La faute au « *risque de chute brutale du courrier* » comme dit le PDG de La Poste, Philippe Wahl ? Mais c'est La Poste elle-même qui voudrait se débarrasser du courrier, et pour le faire modifie nos régimes de travail.

La direction réorganise en permanence au mépris de nos conditions de travail et de notre vie, avec pour seul objectif de supprimer des emplois. Ce serait l'occasion de revendiquer tous ensemble des embauches massives et la fin de la surcharge de boulot toute la semaine.

Réintégration de Gaël !

Jeudi 15 octobre, le licenciement de Gaël Quirante, secrétaire départemental SUD Poste 92, est de nouveau contesté devant le tribunal administratif de Cergy. Depuis 2010, La Poste cherche à se débarrasser d'un militant syndical combatif. La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, avait autorisé le licenciement de Gaël en mars 2018, malgré les rapports de l'inspection du travail concluant à une discrimination syndicale.

Ces dernières années, la répression et les tentatives de licenciement de syndicalistes ou de salariés pas assez dociles aux yeux des patrons se sont multipliées. Face à cette offensive patronale, notre seule arme est l'unité de tous les salariés.

Un rassemblement est appelé jeudi matin devant le tribunal administratif de Cergy pour exiger l'annulation de l'autorisation de licenciement.

Quelle assurance pour nos emplois ?

Dans son interview au journal *Les Échos* du 2 octobre, Philippe Wahl laisse entrevoir un projet de transfert d'activités entre la Banque Postale et CNP Assurances. Nul doute que ce qu'il a en tête, ce sont de nouvelles suppressions d'emplois et une augmentation de la charge pour ceux qui restent.

Pas question d'accepter d'être des pions dans leur Monopoly géant.

Navigo la colère

Après les congés à poser sur la box RH et les fiches de paie dématérialisées, voici que la déclaration du pass Navigo doit aussi se faire sur Internet.

La Poste réduit les contacts directs avec les services RH du bureau : une bonne occasion pour elle de supprimer des postes et faire des économies avec ceux qui ne réclament pas leur dû, par oubli ou dégoût.

Les premiers de corvée relèvent la tête

Depuis jeudi 8 octobre, la majorité des travailleurs d'Onet, une entreprise de nettoyage, employés sur les chaînes d'assemblage d'Airbus Toulouse sont en grève. En cause : les salaires très faibles, les conditions de travail qui se dégradent avec certains mis au chômage tandis que les autres sont surchargés, mais aussi la menace de licenciement d'une militante syndicale.

Le directeur d'agence, dont les grévistes demandent le départ, n'a cédé que sur la procédure de licenciement. Lors de la précédente grève, Onet avait cédé après deux semaines sous la pression d'Airbus, car aucun avion ne peut être livré sans le grand nettoyage final fait par ces travailleurs.

Les grévistes sont aussi déterminés aujourd'hui qu'à l'époque.

Ce sont les dividendes d'Elior qu'il faut sabrer

Elior a annoncé 1 888 suppressions de postes parmi les 9 500 salariés qui travaillent en restauration collective en France.

Ce groupe a fait 271 millions de bénéfices l'année dernière et n'est certainement pas sur la paille, malgré la baisse d'activité liée à la crise sanitaire. Il bénéficie non seulement du paiement du chômage partiel des salariés par les caisses sociales, mais il développe ses activités en bionettoyage, très lucratif en temps de pandémie.

Des groupes capitalistes comme Elior ont largement les moyens de maintenir tous les emplois, mais profitent des crises pour sabrer les effectifs.

De la carte vitale à la carte bleue

Le gouvernement prévoit de faire payer 18 euros toute visite aux urgences si elle n'est pas suivie d'une hospitalisation. Une pénalité pour « *faire respecter le parcours de soin* », dit-il en faisant mine d'oublier les déserts médicaux dans les campagnes et quartiers populaires, ou encore que le passage chez un généraliste nécessite souvent d'avancer les 23 euros...

En pleine crise sanitaire, le président des très riches s'attaque à nouveau aux plus pauvres.

